

N° 4562²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1999-2000

PROJET DE LOI

concernant la réforme des aides financières de l'Etat
pour études supérieures

* * *

**AMENDEMENTS ADOPTES PAR LA COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE LA CULTURE**

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(12.4.2000)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire part qu'au cours de sa réunion du 11 avril 2000 la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture a adopté plusieurs amendements au projet de loi concernant l'aide de l'Etat pour études supérieures.

La Commission propose d'élargir l'objet de la loi aux subventions d'intérêts par un ajout à l'article 1er, 1. et à l'article 7, 1. La Commission rappelle que l'Etat assume une partie de la charge d'intérêts des prêts alloués aux étudiants sur la base d'une convention conclue avec les établissements financiers. Grâce à cette pratique la quote-part des intérêts à charge des étudiants est limitée à un taux fixe.

La Commission estime qu'il serait préférable d'asseoir cette pratique sur une base légale, laissant dans sa formulation à l'Etat la marge de manoeuvre qui s'impose en cette matière.

L'alinéa premier du premier article est par conséquent à libeller comme suit:

„1. La présente loi a pour objet de faciliter l'accès aux études supérieures par l'allocation d'une aide financière sous la forme de bourses, de prêts, avec ou sans charge d'intérêts, *de subventions d'intérêts* et de primes d'encouragement. L'aide financière est accordée par le ministre ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur, désigné par la suite par le terme ‚le ministre’.“

Par ailleurs l'article 7 est à compléter dans son titre et son alinéa premier comme suit:

„Art. 7.– Subventions d'intérêts et garantie de l'Etat

1) Les conditions d'octroi des prêts visés à l'article 5 ainsi que les modalités de leur remboursement et celles du paiement des intérêts y relatifs font l'objet d'une convention à conclure entre l'Etat et un ou plusieurs instituts de crédit. *Dans le cadre de cette convention, l'Etat s'engage à supporter, sous forme de subventions, une partie des intérêts en rapport avec l'allocation des prêts.*“

*

Suivant l'avis du Conseil d'Etat du 21 mars 2000, la Commission propose de supprimer les dispositions de l'article 7 nouveau relatives aux obligations hypothécaires. Pour améliorer la position de l'Etat luxembourgeois en matière de recouvrement des créances dues par l'étudiant, la Commission propose cependant de maintenir l'obligation pour l'étudiant de céder à l'Etat ses droits à la restitution de la TVA en matière de logement, en contrepartie de la garantie de l'Etat. La Commission a, en effet, été informée par le Gouvernement que bien des bénéficiaires des aides de l'Etat font valoir la charge de remboursement de prêts pour acquisition d'un immeuble pour se soustraire à leur obligation de remboursement vis-à-vis de l'Etat selon les conditions stipulées dans leur contrat.

Le troisième alinéa de l'article 7 nouveau est par conséquent libellé comme suit:

„3) L'Etat se porte garant du capital ainsi que des intérêts et accessoires redus par l'étudiant. En contrepartie, l'étudiant cède à l'Etat ses droits à la restitution de la TVA en matière de logement.“

*

La Commission a suivi le Conseil d'Etat dans toutes ses autres remarques et propositions de texte, suivant le projet de loi remanié, joint en annexe.

Permettez-moi de porter à votre connaissance que la Chambre des Députés se propose d'inscrire ce projet de loi à l'ordre du jour de la séance du 11 mai 2000.

Copie de la présente a été envoyée à Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, M. Luc Frieden, Ministre du Budget et M. François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, aux assurances de ma très haute considération.

Jean SPAUTZ

Président de la Chambre des Députés

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Version du 5.4.2000 après la réunion avec les membres de la commission parlementaire

- 1) Passages de texte modifiés par rapport à la version „projet de loi“ et en tenant compte des considérations du Conseil d'Etat: *en lettres italiques et en caractères gras*.
- 2) Passages de texte modifiés par rapport à la version „projet de loi“ et en tenant compte des interventions des membres de la Commission Parlementaire: *en lettres italiques, en caractères gras et souligné*.

La loi du ... concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures

Art. 1.– Objet de la loi

1. La présente loi a pour objet de faciliter l'accès aux études supérieures par l'allocation d'une aide financière sous la forme de bourses, de prêts, avec ou sans charge d'intérêts, ***de subventions d'intérêts*** et de primes d'encouragement. ***L'aide financière est accordée par le ministre ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur, désigné par la suite par le terme „le ministre“.***

2. Sur demande motivée de l'étudiant, présentée dans les délais et les formes fixés par règlement grand-ducal, l'aide financière est accordée par décision du ministre, conformément aux articles 3, 4, 5 et 6 ci-dessous.

3. Dans le cadre de la présente loi, le terme „études supérieures“ désigne des études postsecondaires, universitaires ou non universitaires, de type long et de type court, ainsi que des études de 3e cycle.

4. Les études supérieures sont des études définies comme suit:

4.1. Les études universitaires organisées en 3 cycles d'études

- Le 1er cycle désigne des études universitaires ou de niveau universitaire accessibles aux détenteurs d'un diplôme de fin d'études postprimaires, sanctionnées par un premier diplôme d'études universitaires ou de niveau universitaire et préparant aux études de 2e cycle.
- Le 2e cycle désigne des études universitaires ou de niveau universitaire consécutives aux études de 1er cycle et sanctionnées par un diplôme final d'études universitaires ou de niveau universitaire.
- Le 3e cycle désigne des études de formation spécialisée et/ou de recherche faisant suite aux études de 2e cycle.

4.2. Les études universitaires à deux degrés (prélicence et postlicence)

Les études universitaires à deux degrés visent les études universitaires ou de niveau universitaire organisées sous forme de deux cycles principaux: un cycle de prélicence et un cycle de postlicence.

Dans le cadre du présent texte de loi, les études du type prélicence sont considérées comme des études de 2e cycle et les études du type postlicence sont considérées comme des études de 3e cycle.

4.3. Les études non universitaires et à cycles d'études ou de formation unique

Les études nonuniversitaires et à cycle d'études ou de formation unique ne comprennent qu'un cycle d'études et préparent surtout à l'entrée dans la vie active.

Art. 2.– Bénéficiaires de l'aide financière

Peuvent bénéficier de l'aide financière de l'Etat pour études supérieures les étudiants admis à poursuivre des études supérieures et qui remplissent l'une des conditions suivantes:

- a) être ressortissant luxembourgeois, ou
- b) être ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union Européenne, être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg et tomber sous le champ d'application des dispositions des articles 7 et 12 du règlement (CEE) No 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, ou
- c) *jouir du statut du réfugié politique au sens de l'article 23 de la convention relative au statut de réfugié politique faite à Genève le 28 juillet 1951 et être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg, ou*
- d) *être ressortissant d'un Etat tiers ou être apatride au sens de l'article 23 de la Convention relative au statut des apatrides faite à New York le 28 septembre 1954, être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg et y avoir résidé effectivement pendant 5 ans au moins avant la présentation de la première demande et être détenteur d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études secondaires luxembourgeois ou reconnu équivalent par le ministre ayant dans ses attributions l'éducation nationale.*

< **Remarque hors texte:** Suite aux informations obtenues de la part des instances des Etats de l'Espace Economique Européen (l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège) ainsi que de la Commission Européenne, il s'est avéré qu'il n'y a ni obligation légale ni autre à assimiler les ressortissants EEE aux ressortissants UE en la matière. De sorte, les 3 pays de l'EEE seraient à considérer comme Etats tiers aux termes de l'article 2 (d) susénoncés>.

Art. 3.– Montant des bourses et prêts

1. Le montant total qu'un étudiant peut obtenir à titre de bourses et/ou de prêts ne peut dépasser un maximum de 16.350 euros par année académique. Ce montant correspond à la cote d'application de 548,67 points de l'échelle mobile des salaires. Sa valeur au 1er juillet de chaque année est prise comme valeur en vigueur pour l'année académique subséquente.

2. Le montant total dont un étudiant peut bénéficier se compose d'un montant de base et, le cas échéant, de majorations et de réductions.

3. Un règlement grand-ducal fixera le montant de base, les majorations et les réductions de l'aide financière ainsi que les conditions et modalités selon lesquelles les majorations sont accordées et les réductions sont déduites.

Art. 4.– Critères de l'aide financière

1. La proportion dans laquelle l'aide financière est accordée sous la forme d'une bourse ou sous celle d'un prêt pour des études de 1er et de 2e cycles varie en fonction, d'une part, de la situation financière et sociale de l'étudiant et de ses parents ainsi que, d'autre part, des frais d'inscription à charge de l'étudiant.

2. Pour les études de 3e cycle, seule la situation financière et sociale de l'étudiant ainsi que les frais d'inscription à sa charge sont pris en compte pour le calcul de l'aide financière.

3. Les modalités selon lesquelles la situation financière et sociale de l'étudiant et, le cas échéant, celle de ses parents sont prises en compte, sont fixées par règlement grand-ducal.

4. La prime d'encouragement est déterminée par le diplôme obtenu; ni la situation financière et sociale de l'étudiant ni celle de ses parents ne sont prises en considération. Le montant de la prime d'encouragement varie suivant le cycle d'études et l'octroi de cette prime est soumis à des conditions déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 5.– Conditions d'octroi de l'aide financière

1. L'étudiant peut bénéficier de bourses et de prêts pour un nombre d'années d'études dépassant d'une unité la durée officiellement prévue pour l'accomplissement de la totalité des 1er et 2e cycles d'études, sanctionnées par un diplôme final. Le même principe s'applique à des études ne comportant qu'un cycle unique.

2. L'aide financière sous forme de bourses et de prêts pour des études de 3e cycle est accordée pour une durée maximale de quatre ans.

3. Dans des cas exceptionnels et sur demande écrite de l'étudiant, une prolongation de la durée des bourses et des prêts peut être accordée dans les cas suivants:

- lorsque l'étudiant après la réussite de son deuxième cycle, poursuit des études complémentaires pour une durée maximale de trois ans;
- lorsque l'étudiant veut terminer son cycle d'études resté inachevé, il pourra bénéficier de l'aide financière sous forme de prêt pour une année supplémentaire au maximum;
- lorsque l'étudiant se réoriente au plus tard après la première année d'études;
- lorsque l'étudiant se trouve dans une situation grave et exceptionnelle.

4. Des primes d'encouragement peuvent être accordées aux étudiants ayant terminé avec succès les études dans leurs cycles d'études respectifs et dans les durées officiellement prévues pour le cycle d'études en cause. Par dérogation, la prime d'encouragement du 1er cycle est également allouée à l'étudiant ayant terminé son 1er cycle en dépassant d'une année la durée officiellement prévue.

5. Une réorientation des études, telle qu'elle est prévue au paragraphe 3 ci-dessus, n'empêche pas l'attribution de primes d'encouragement à condition que les cycles d'études postérieurs à la réorientation soient parcourus dans les durées officiellement prévues.

6. Les primes d'encouragement susmentionnées ne peuvent être accordées qu'une seule fois à l'étudiant par cycle d'études.

7. En cas de résultats jugés gravement insuffisants, l'octroi de l'aide financière est refusé par le ministre.

Art. 6.– Liquidation de l'aide financière

1. Les bourses et prêts sont alloués pour la durée d'une année académique. Ils sont liquidés en deux tranches pour des inscriptions semestrielles et en une seule tranche pour une inscription annuelle.

2. La liquidation de l'aide est subordonnée à la production de certificats ou d'autres pièces officielles attestant que les conditions de l'octroi de l'aide sont remplies, notamment de certificats d'inscription et le cas échéant, de certificats de réussite des études antérieures.

Art. 7.– Subventions d'intérêts et garantie de l'Etat

1. Les conditions d'octroi des prêts visés à l'article 5 ainsi que les modalités de leur remboursement et celles du paiement des intérêts y relatifs font l'objet d'une convention à conclure entre l'Etat et un ou plusieurs instituts de crédit. Dans le cadre de cette convention, l'Etat s'engage à supporter, sous forme de subventions, une partie des intérêts en rapport avec l'allocation des prêts.

2. L'aide financière accordée sous forme de prêt fait l'objet d'un prêt contracté par l'étudiant auprès d'un des instituts de crédit qui sont parties à la convention visée au paragraphe précédent.

3. L'Etat se porte garant du capital ainsi que des intérêts et accessoires redus par l'étudiant. En contrepartie, ***L'étudiant cède à l'Etat ses droits à la restitution de la TVA en matière de logement.***

4. Les modalités d'application de la garantie de l'Etat sont arrêtées par la convention visée au paragraphe 1 du présent article.

5. Si l'Etat a dû rembourser l'institut de crédit, il est subrogé dans les droits de celui-ci.

6. Le recouvrement des sommes redues est assuré par les soins de l'Administration de l'enregistrement et des domaines suivant la procédure prévue en matière de recouvrement des droits d'enregistrement.

Art. 8.- Commission consultative

1. Il est institué une commission consultative composée de membres nommés par le ministre et dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par règlement grand-ducal.

2. Sur avis de la commission consultative et par décision conjointe, le ministre ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur et le ministre ayant le budget dans ses attributions peuvent prendre les mesures suivantes à l'égard d'étudiants se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle:

- Augmenter le montant de l'aide financière annuelle sans pour autant pouvoir dépasser le montant total fixé à l'article 3 ci-dessus;
- Accorder des délais pour le remboursement des prêts;
- Dispenser partiellement ou totalement du remboursement des mêmes prêts. Dans ce dernier cas, l'Etat se charge du remboursement du solde.

3. Le ministre ayant dans ses compétences l'enseignement supérieur peut demander à la commission consultative de lui donner un avis sur toutes autres questions qu'il juge utiles de lui soumettre.

4. Les membres de la commission consultative sont tenus de garder le secret des faits dont ils obtiennent connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. L'article 458 du code pénal leur est applicable.

5. Les membres de la commission consultative ont droit à une indemnité à fixer par le Gouvernement en Conseil.

Art. 9.- Restitution de l'indu

1. Les aides accordées en application de la présente loi doivent être restituées immédiatement lorsqu'elles ont été obtenues au moyen de déclarations que le bénéficiaire savait inexactes ou incomplètes.

2. Pour l'aide accordée sous forme de bourses et de primes, le bénéficiaire doit en outre payer des intérêts au taux légal à partir du jour du paiement jusqu'au jour de la restitution.

3. Les personnes qui ont obtenu une des aides prévues par la présente loi sur la base de renseignements qu'elles savaient inexacts ou incomplets sont passibles des peines prévues à l'article 496 du code pénal.

Art. 10.- Modalités d'exécution

Le règlement grand-ducal prévu aux articles 1.2), 3.3), 4.3), 4.4) et 8.1) est pris sur avis de la Commission de Travail de la Chambre des Députés et sur avis du Conseil d'Etat.

Art. 11.- Dispositions abrogatoires

La présente loi abroge la loi modifiée du 8 décembre 1977 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 13 mars 1992.

Art. 12.- Entrée en vigueur

1. La présente loi entre en vigueur le 1er juillet suivant sa publication au Mémorial.

2. Les étudiants inscrits à un cycle d'études supérieures au moment de l'entrée en vigueur de la loi bénéficient des dispositions de la loi.

